

BUREAUX : RUE NAIN.

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES: 20 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes. — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, chez le gérant du Journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Roguin, Libraire, rue Grande-Chaussée; A Paris, chez M. Havas, Laflotte-Bullier, 4, place de la Bourse; S. A. Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 17, 7 02, 8 12, 9 48, 11 37, m., 12 26, 1 56, 3 42, 5 11, 6 45, 7 38, 9 36, 11 41, s. — Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 38, 7 08, 8 43, 10 13, 11 23, m., 1 15, 2 46, 5 03, 6 03, 8 13, 10 22, 11 31, s. Lille à Roubaix, 5 20, 6 50, 8 25, 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 45, 5 45, 7 55, 10 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 10, 6 53, 8 03, 9 41, 11 28, 12 17, 1 47, 3 33, 5 02, 6 06, 7 28, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 6 43, 7 53, 9 31, 11 18, 12 05, 3 21, 4 50, 5 57, 7 40, 9 40.

BOURSE DE PARIS

DU 7 MAI	
3 0/0.....	54 30
4 1/2.....	78 1/2
Emprunt 1871.....	86 30
Emprunt 1872.....	88 75
DU 8 MAI	
3 0/0.....	54 30
4 1/2.....	78 1/2
Emprunt 1871.....	86 25
Emprunt 1872.....	88 75

ROUBAIX, 8 MAI 1873

Les conditions du Suffrage Universel.

Que le suffrage universel doit être réformé, de manière à ne pas donner davantage les fruits amers de l'élection Barodet, c'est ce que tout le monde, y compris les républicains-conservateurs, admet; nous n'insisterons donc pas sur ce point. « Guérissez, n'arrachez pas! » cette devise du fameux dentiste devient un mot d'ordre excellent auquel se rallieront tous les hommes de bon sens et de bon vouloir.

Mais il est une autre considération, qui mérite qu'on s'y arrête. Non-seulement le suffrage universel, dans l'état d'anarchie où il se trouve, ne donne que de déplorables résultats, mais il ne saurait donner des résultats même déplorables qu'au prix de sacrifices d'argent qui sont au-dessus des moyens précisément des meilleurs citoyens, de ceux dont le concours serait véritablement le plus utile à la chose publique.

Nous voudrions que les trois comités qui, à Paris, ont pris part à la lutte électorale du 27 avril, eussent la loyauté et la bonne grâce de publier le chiffre des dépenses auquel chacun d'eux a dû faire face et qui n'ont profité qu'à un seul candidat, à celui qui a eu l'honneur de décrocher la fameuse timbale du mandat impérial. L'on parle de plus de 100,000 fr. pour la candidature Rémusat seule.

La candidature Barodet, menée plus démocratiquement, est restée peut-être un peu au-dessous de ce chiffre — pas de beaucoup probablement. Mais soyons très large et admettons qu'une candidature parisienne puisse être menée à bonne fin avec 60,000 fr. de dépenses électorales, et réduisons ce chiffre de moitié pour une candidature en province. Eh bien! nous demandons s'il existe en France beaucoup d'hommes d'étude, à commencer par les membres de l'Institut et à finir par le plus humble maître d'école, qui soient en mesure de sortir cette somme de leur portefeuille pour briguer l'honneur de servir leur Pays dans l'exercice d'un mandat législatif? Pourtant on conviendra que s'il est une classe de citoyens dans laquelle le mandat législatif doit surtout recruter des titulaires, c'est certainement dans la classe des hommes instruits et pour qui l'étude est à la fois une fonction et une affection.

D'où nous concluons que, dans la situation actuelle, telle que l'a faite le suffrage universel confus et anarchique les neuf dixièmes des savants, hommes de lettres, professeurs, magistrats, sont

exclus de toute compétition indépendante dans le mandat législatif.

Nous avons à dessein donné à la compétition électorale l'épithète d'indépendante, prévoyant la réponse qu'on nous fera, tirée du rôle que jouent dans toute élection les comités. Or, ce rôle, de plus en plus prépondérant, est positivement à nos yeux l'annulation du suffrage populaire. En effet, avec l'omnipotence des comités, le candidat n'a plus à se mettre d'accord avec la masse de ses électeurs: il suffit qu'il se fasse agréer par un comité influent; cela fait, il n'a plus à s'occuper des électeurs. Ainsi le citoyen Barodet n'a-t-il pas eu besoin de se présenter dans une seule réunion publique, d'écrire une seule adresse aux électeurs, de signer une profession de foi. C'est le comité anonyme, qui a forgé sa candidature comme une arme de guerre, qui a tout fait pour lui. Ce comité aurait-il adopté Gagne ou Bertron, c'eût été exactement la même chose, et Gagne ou Bertron auraient obtenu au scrutin les 180,000 voix données à Barodet.

Qui donc, le 27 avril, a obtenu des Parisiens un mandat en blanc, est-ce Barodet? pas le moins du monde; c'est le comité, dont personne ne connaissait la composition et auquel tout le monde obéissait.

Si l'on tient à appeler cela une élection libre et indépendante, nous le voulons bien; mais nous déclarons renoncer à comprendre désormais la vraie signification des mots de la langue française, à qui l'on fait de si effroyables violences.

Ne disons donc pas que la France est en possession du suffrage universel; disons, pour être dans le vrai, que la France est possédée par un groupe de jaisseurs politiques, qui, à un moment donné, s'organisent en comités et imposent leurs choix au troupeau béant de Paurge décoré, par dérision, du titre de Peuple Souverain.

Quant à nous, nous maintenons que toute candidature qui exige du candidat soit un centime de dépense, soit une courbelle, n'est plus une candidature libre, et comme telle ne saurait manquer de répugner à un citoyen ayant conscience de sa valeur.

ETIENNE MOUTTET.

Nouvelles du jour

Il se confirme que la Banque de Prusse refuse d'accepter des traites de certaines maisons françaises tirées sur des maisons prussiennes, mais par pure précaution financière.

Le Moniteur officieux de la présidence, le Petit Journal, donne la nouvelle suivante:

De quatre à cinq heures, M. Thiers est allé faire en voiture une visite d'un caractère absolument privé.

MM. Picard, Latrade, Lockroy, Turigny, Dupuy Gagneur et Barodet se sont fait inscrire à la réunion de la gauche républicaine.

Par une lettre adressée de Nantes au Soir et reproduite par l'Espérance du Peuple, M. Cazenoves de Pradines dit qu'il n'a pas quitté Nantes. Puis il ajoute: « Il est donc

vrai que je n'ai pas assisté, samedi dernier, à la réunion de la Commission de permanence; mais on ne m'a pas vu davantage chez M. le Président de la République, que je n'ai d'ailleurs, ni l'honneur de connaître, ni la prétention d'éclairer. »

Le Conseil municipal de Marseille vient de décider que les droits d'octroi sur les matières premières destinées à la savonnerie, seront remboursés pour ces marchandises qui seront exportées.

Hier soir, dit le Daily News, une démonstration a eu lieu dans Trafalgar Square, sous les auspices de sociétés démocratiques combinées de Londres, dans le but de protester contre la non reconnaissance de la république espagnole par le gouvernement anglais.

On nous écrit de Londres: « Un nouvel entrepôt sera créé prochainement à Birkenhead. Il servira principalement à l'ammagasinage des marchandises des Indes-Orientales et de Chine. Son aménagement, d'après les avis, coûtera 35,000 fr. »

Le gouvernement de la Jamaïque vient d'adresser son rapport sur la situation commerciale de cette colonie. Il ressort du tableau des importations et des exportations que depuis 1867 elle jouit d'une grande prospérité.

On prépare en ce moment les bases du projet de traité à conclure entre la France et l'Autriche.

Le gouvernement a fait avant-hier le versement des derniers millions qui complètent le paiement annuel de 250 millions aux Allemands.

Il ressort des documents officiels allemands que, déduction faite des frais de guerre et des dépenses pour les fortifications, le nouvel armement, la flotte, etc., il restera sur les cinq milliards et autres indemnités de guerre une somme de 800 millions à partager entre les divers Etats confédérés au prorata de la population.

LETRE DE PARIS

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 7 mai 1873.

MM. C. Périer et Ferry en sont pour leurs frais de république conservatrice. La gauche et les radicaux se moquent d'eux et les traitent de compères de M. Thiers pour enterrer la véritable république. Les élections de dimanche prochain seront une nouvelle pellette de terre jetée sur la tombe de la République conservatrice. Le Journal des Débats n'en continue pas moins à dire qu'elle doit être le programme électoral. Il n'est pas sûr que ce programme soit pris au sérieux par la feuille de la rue des Prêtres. Elle nous paraît depuis le 17 avril atteinte par les gelées qui ont compromis tant de crûs célèbres. Ce pauvre Journal des Débats n'a plus le même entrain.

On répand le bruit que M. Thiers songerait à un ministère C. Périer. Rien ne serait changé à la situation. Elle était beaucoup moins compromise quand M. C. Périer a pris une première fois le ministère de l'intérieur, où il a fait si triste figure. Il n'a pas depuis cette époque donné meilleure opinion de son intelligence politique. Il est évident que M. Thiers se trouve aujourd'hui à bout de tous ses expédients, ce qui arrive souvent aux gens sans principes et qui

n'ont confiance que dans les manœuvres de leur habileté.

Quand tout meurt autour de lui, M. Thiers seul s'imagine qu'il ne mourra pas. On l'a entendu dire à des généraux: « Dans 10 ans, j'aurai une bonne armée. »

Les intimes de la présidence prétendent que M. Thiers aurait été très-mortifié de ce que l'empereur d'Autriche a envoyé une lettre autographe au fils de Napoléon III pour l'inviter à venir visiter l'exposition universelle de Vienne.

Il y a quelque temps, la reine d'Angleterre invitait le prince impérial à un lunch à Windsor; le jeune prince a été reçu au bas de l'escalier par le duc d'Edimbourg, et en haut, en dehors de ses appartements, par la reine, avec l'étiquette d'usage pour un souverain.

La reine Victoria a fait exécuter pour Napoléon III un mausolée de tous points semblable à celui du prince-époux; autour du mausolée ont été suspendues des couronnes portant les armes de la reine et de tous ses enfants.

L'Angleterre et l'Allemagne redoutent surtout une restauration du chef de la Maison de Bourbon, comme pouvant rendre à la France trop de puissance et de prestige... et cette opinion de l'étranger ne suffit pas à éclairer le patriotisme des Français!

Le plus grand nombre des anciens journaux de Paris sont très-malades. On annonce pour samedi prochain la mise en vente de l'Assemblée nationale. On dit que M. Isaac Pereire, qui est un des principaux créanciers de ce journal, doit en devenir l'acquéreur.

La situation financière en Italie, prend de jour en jour un caractère moins satisfaisant.

Le budget de 1873, porté en dépenses à 1,542 millions, et en recettes à 1,310 millions seulement, se solde ainsi avec un déficit de 232 millions. Cette permanence du déficit n'est qu'un des côtés faibles de la situation italienne; la plaie du cours forcé s'envenime de jour en jour; la dépréciation du papier-monnaie ne fait que s'aggraver et cependant le pays est à l'étroit dans son système de circulation; la masse du papier émis est de beaucoup inférieure aux nécessités constatées; la Banque ne peut suffire aux besoins croissants du gouvernement et du public sans précipiter elle-même les progrès de l'agio. Il est de 17 0/0 sur l'or. DE SAINT-CHÉRON.

ÉTRANGER

Une dépêche adressée au Figaro annonce que la colonne de Tejada, après avoir fait quelques pertes, a dû abandonner Oyarzun et se réfugier à Irun.

Elio serait rentré en Navarre, d'après une dépêche Havas, qui confirme la nouvelle du Figaro.

De nouveaux fugitifs, MM. Etchegaray, Martos et Cabellero de Rodas sont arrivés à Bayonne.

L'agence officieuse, docile aux informateurs fantaisistes qui lui avaient fait annoncer l'entrée en France de Don Alphonse, persiste à nous signaler de nouvelles défaites des carlistes en Catalogne.

Quico, Tristany, Marel seraient en fuite; leurs soldats dispersés, Sabat perdrait Don Alphonse aux abois, tous, d'ailleurs, fort divisés entre eux.

Inutile de répéter que ces bruits sont faux et calomnieux. On lit dans une dépêche de Perpignan: « Le Bulletin officiel ecclésiastique publie les noms des prêtres tués ou morts par suite des violences exercées contre eux. Le premier a été Emilio Oliveras, de la paroisse de Saint-Jacques las Aligeras. »

On lisait hier dans la Correspondance universelle: Mardi dernier, la dépêche suivante est arrivée au ministère de la guerre à Madrid: « Nous sommes en mesure d'annoncer que, sur l'instance de M. l'ambassadeur de France à Madrid, le vicomte de Bonald vient d'être enfin relâché par les autorités espagnoles. Il a été remis entre les mains du consul de France à Cadix; où il a pris l'engagement de se rendre en France. »

On écrit d'Irun, 5 mai, à la Patrie: « Il semble, depuis quelque temps, que les chefs de l'insurrection carliste aient adopté un nouveau plan de conduite: celui de fatiguer les troupes de la République qui sont à leur poursuite, en les attirant sur divers points différents sans leur livrer bataille, à moins que les bandes soient supérieures en nombre à ces dernières. Par cette tactique, il arrive qu'ils occupent, quittent et réoccupent la même position, suivant que les brigades y arrivent en forces ou l'abandonnent. C'est ainsi que Vera a été, la semaine dernière, occupée successivement par les troupes du gouvernement et par les carlistes, qui s'y trouvent établis à l'heure qu'il est. Je ne connais pas en Espagne de localités plus à plaindre que Vera, qui, depuis trois mois, supporte tout le poids des désastres de la guerre civile. »

D'après ce nouveau plan de guerre, l'insurrection laisserait aux événements politiques, qui deviennent tous les jours de plus en plus critiques, le temps de renverser un gouvernement qui n'a pas la confiance de la nation; ce qui expliquerait la dispersion des bandes sur différents points du territoire basque. C'est ainsi qu'Ollo et Dorregaray se trouvaient avant-hier à Orreaga et aux environs de Victoria; le cabecilla Lorente dans la vallée de Bernedo; Velasco dans la Murria et Montoya à Villarsat; Santa Cruz et Martinez seuls tiennent tête, dans la Navarre, aux troupes de Novillas, qui vient de faire sauter encore un nouveau pont, celui de Lesaca. Avec ce système de destruction de tous les ponts, ce général prépare à ces provinces, lorsque la guerre civile aura pris fin, un budget qui sera bien lourd pour relever seulement les ruines qu'il répand à plaisir sur les pas de ses troupes. Le pont de Lesaca, situé sur une route principale qui se réunit à celle d'Irun à Pampelune, avait coûté 300,000 fr.

Les troupes fédérales de la Nouvelle-Orléans ont reçu l'ordre de prêter main forte aux percepteurs des impôts. La résistance continue. La population a pillé les boutiques des armuriers.

La Banque d'Angleterre a élevé le taux de son escompte de 4 à 4 1/2 pour cent.

On mande de Lisbonne, en date d'hier soir:

« On signale l'arrivée ici de beaucoup de personnages politiques espagnols appartenant aux divers partis: radicaux, conservateurs et monarchistes, entre autres MM. Figuerola, et

Feuilleton du Journal de Roubaix

DU 9 MAI 1873

— 94 —

LE TRIOMPHE D'UNE FEMME

(Traduction de l'anglais)

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE XI.

La lecture du testament. — (Suite)

C'était dans l'espoir de voir sa femme justifiée que M. Monckton était venu ce jour-là à Woodlands. Il avait réfléchi à l'accusation portée par Eleanor contre Lancelot Darrell durant toute la semaine qui s'était écoulée depuis la mort du vieillard; mais, plus il avait songé aux paroles de sa femme, et plus sa perplexité était devenue grande.

Qu'on se rappelle que c'était un homme chez lequel la jalousie et la méfiance avaient été engendrées par une cruelle déception qui avait empoisonné sa jeunesse et aigri son naturel généreux. Il était pénétré de l'idée qu'Eleanor ne l'avait jamais aimé et qu'elle avait aimé Lancelot Darrell. Cette croyance était l'esprit tourmenteur, l'insidieux démon qui s'était emparé de lui depuis sa courte lune de miel sur la côte septentrionale. Il ne pouvait s'en défaire en un moment. Le démon le tenait et il n'é-

tait pas facile de l'exorciser. Cette dénonciation véhémement, cette accusation passionnée qui s'était échappée, impétueuse et colère, des lèvres d'Eleanor Monckton, pouvait être l'explosion de la fureur d'une femme jalouse et prendre racine dans l'amour. Eleanor avait aimé ce jeune homme et elle était indignée contre lui à cause du mariage projeté avec Laura. Si le désir de venger la mort de son père eût été seul à la faire agir, elle n'eût pas tardé à parler. C'était ainsi que raisonnait Gilbert Monckton. Il ne savait pas avec quel empressement Eleanor aurait parlé si la sagesse de Richard Thornton n'eût enchaîné sa langue. Comment pouvait-il savoir qu'elle avait eu besoin de toute sa patience pour se soumettre aux froids arguments de la prudence?

Il ignorait tout, excepté ceci, — que quelque secret — quelque passion dominante — avait absorbé l'âme de sa femme et l'avait séparée de lui.

Il se tint debout dans la bibliothèque du mort pendant que M. Lamb, le clerc, vieillard à cheveux blancs, arrangeait en tremblant et en baissant les yeux des papiers sur une petite table auprès du feu et s'éclaircissait la voix pour se préparer à commencer la lecture du testament.

Un silence complet régna dans la salle, comme si chacun eût tout d'un coup retenu sa respiration, puis la voix faible du clerc débita lentement, et avec hésitation, la formule habituelle:

« Moi, Maurice de Crespigny, en ce moment, etc., etc. »

Le testament était passablement long, et, comme il débutait par une foule de legs insignifiants: tels que bagues de deuil, tabatières, livres, vaisselle anti-que, porcelaines de prix, et petites donations de tout genre à des parents éloignés et à des amis que le vieillard avait perdus de vue dans l'isolement où il avait vécu avant sa mort sous la surveillance de ses deux gardiennes — la patience des assistants fut mise à une rude épreuve. Mais enfin, après de modestes petites rentes annuelles laissées aux domestiques, on arriva aux clauses importantes.

À chacune des trois sœurs, Sarah, Lavinia de Crespigny et Ellen Darrell, le testateur légua deux cents livres par an à prendre sur l'argent placé dans les fonds publics. Le reste de ses biens réels et personnels: meubles, bijoux, terres et maisons, était laissé à Lancelot Darrell, sans condition ou réserve.

Le sang afflua à la figure de la veuve, et, se retirant ensuite, la laissa pâle comme une morte. Elle tendit la main à son fils qui se tenait derrière sa chaise et serra dans ses doigts les doigts moites du jeune homme.

Que Dieu soit béni dit-elle à voix basse; la chance te sourit enfin, Lancelot. Je mourrais volontiers demain!

Les deux sœurs, pâles et muettes, lancèrent un regard venimeux à leur neveu. Mais elles ne pouvaient que le re-

garder. Il n'y avait rien à faire contre lui. Il avait gagné et elles avaient perdu. Elles sentirent un bourdonnement étrange à leurs oreilles et le plancher, recouvert d'un tapis, sembla tanguer sous leurs pieds, comme le pont d'un navire battu par la tempête. La secousse était si violente, que son premier effet ne produisit autre chose qu'un étourdissement physique qui gagna le cerveau lui-même.

Je ne suppose pas que l'une ou l'autre de ces deux dames, qui portaient toutes deux des chaussures en drap et des boucles de cheveux d'un brun surnaturel, eût pu dépenser pour ses besoins plus de cent livres par an, ou se fût payé le luxe inaccoutumé de la charité dès qu'elle en aurait eu largement les moyens. Elles n'étaient ni généreuses ni ambitieuses. Elles ne se sentaient pas capables de dépenser leur argent pour elles ou pour d'autres, et pourtant elles s'étaient donné, pour conquérir cette fortune, beaucoup plus de peine que ne s'en donnait jamais un homme fier et ambitieux pour se procurer les moyens à l'aide desquels il espère arriver à la gloire.

Elles aimaient l'argent, elles aimaient l'argent per se sans songer à l'usage noble ou ignoble qu'on pouvait en faire. Elles eussent été très-heureuses de posséder la fortune de leur défunt parent, quoiqu'il eût pu leur arriver de quitter ce bas monde sans avoir même dépensé les deux cents livres par an que leur

allouait ce cruel testament.

Elles auraient entassé les inscriptions sur le grand-livre dans leur coffre-fort, elles auraient ajouté l'intérêt au principal, elles auraient fait valoir les terres, élevé les loyers et se seraient montrées dures et tenaces avec les fermiers. Elles auraient compté leurs grains et calculé ensemble l'augmentation de leur fortune; mais elles auraient employé le même savoir qui travaillait pour elles avant la mort de leur oncle; elles auraient toujours fait raccommoder leurs vieux souliers en drap et conservé l'habitude de marchander quelques sous au perruquier qui préparait leurs boucles brunes.

Lancelot Darrell continua à rester à côté de la chaise de sa mère, quoique la lecture du testament fût finie et que le clerc fût en train de replier le papier sur lequel il était écrit.

Jamais créature vivante ne témoigna moins de joie que ce jeune homme, en devenant maître d'une très-grande fortune.

Gilbert Monckton s'approcha de la petite table où était assis le clerc repliant le papier.

« Voulez-vous me laisser voir le testament une minute, monsieur Lamb? » demanda-t-il.

« Le clerc le regarda tout surpris. « Vous désirez le voir?... dit-il avec un peu d'hésitation. »

« Oui; rien ne s'y oppose, n'est-ce pas? Il sera envoyé à Doctors' Commons,